

Politiques publiques en matière d'inclusion financière en Amérique latine et en Asie : quelles leçons pour les pays en développement ?

Public Policies for Financial Inclusion in Latin America and Asia: What Lessons for Developing Countries?

Auteur 1 : LAHROUR khalid,

LAHROUR Khalid, (Doctorant chercheur)
Université Hassan II de Casablanca / Faculté des Sciences Juridiques, Economique et Sociales Ain Sebâa, Maroc

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : LAHROUR.K (2023) « Politiques publiques en matière d'inclusion financière en Amérique latine et en Asie : quelles leçons pour les pays en développement ? », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 16 » pp: 286 – 316.

Date de soumission : Janvier 2023

Date de publication : Février 2023



DOI : 10.5281/zenodo.7689017
Copyright © 2023 – ASJ



Résumé

Les crises bancaires dans de nombreux pays en développement ont suscité des discussions sur les réformes nécessaires dans le secteur financier. Cela a conduit à une réapparition de politiques publiques interventionnistes qui se concentrent sur le secteur financier et qui se déploient via des interactions avec des acteurs collectifs ou individuels. En conséquence, le fait d'offrir des services bancaires à une clientèle plus large grâce à l'inclusion financière en tant que bien public est devenu un sujet de débat politique et un programme de politique publique (Sodokin Koffi, 2022). Cela est dû au fait qu'exclure des personnes de l'accès aux services financiers n'est pas considéré comme un bien public sur le plan économique (Desmarais-Tremblay, 2017 ; Ülgen, 2020). L'opinion internationale est en train de réexaminer la nécessité d'intervention gouvernementale dans certains secteurs économiques face aux défis liés aux objectifs du millénaire. Cette tendance se reflète également dans les propos de la Banque mondiale, qui, tout en persistant dans son soutien au modèle néoclassique de désengagement de l'État et de primauté du marché, est maintenant plus encline à accorder plus d'importance à un modèle redistributif qui intègre une dimension sociale dans les politiques publiques. Cet article s'intéresse aux politiques publiques interventionnistes en matière d'inclusion financière dans deux régions, l'Amérique latine et l'Asie, il s'agira de présenter des différents apports et limites des programmes et politiques de développement d'accès au financement et l'usage de l'offre financière par les exclus de financement formel et la population vulnérable en Inde, Mexique et Pérou afin de mettre en évidence le rôle des acteurs publics et la façon dont cela se reflète dans l'offre financière en réponse aux défis de l'inclusion financière. La méthodologie utilisée dans cet article consiste en une revue de la littérature sur les politiques et programmes de l'inclusion financière en Inde, au Mexique et au Pérou. Cette étude se base sur des données qualitatives et quantitatives disponibles dans les rapports officiels, les publications universitaires et les recherches menées par des organisations gouvernementales et non gouvernementales.

Mots clés : Politique publique, Inclusion financière, Exclusion financière, Microfinance, Pauvreté, Croissance.

Abstract

The banking crises in many developing countries have prompted discussions about necessary reforms in the financial sector. This has led to a resurgence of interventionist public policies that focus on the financial sector and are deployed through interactions with other collective or individual actors. As a result, providing banking services to a wider clientele through financial inclusion as a public good has become a topic of political debate and a public policy agenda (Sodokin Koffi, 2022). This is because excluding people from accessing financial services is not considered a public good in economic terms (Desmarais-Tremblay, 2017; Ülgen, 2020). International opinion is re-examining the need for government intervention in certain economic sectors in the face of the challenges associated with the Millennium Goals. This trend is also reflected in the words of the World Bank, which, while persisting in its support for the neoclassical model of state disengagement and the primacy of the market, is now more inclined to place greater emphasis on a redistributive model that incorporates a social dimension into public policy. This paper looks at interventionist public policies for financial inclusion in two regions, Latin America and Asia, to present the different contributions and limitations of programs and policies for developing access to finance and the use of financial supply by the excluded from formal finance and the vulnerable population in India, Mexico and Peru to focus on the role of public actors and how this translates into financial supply in the face of financial inclusion issues. The methodology used in this paper consists of a literature review of financial inclusion policies and programs in India, Mexico and Peru. The study is based on qualitative and quantitative data available in official reports, academic publications and research conducted by governmental and non-governmental organizations.

Keywords: Public Policy, Financial Inclusion, Financial Exclusion, Microfinance, Poverty, Growth.

Introduction

Depuis les années 1970, la littérature sur les systèmes financiers des pays en développement a mis en évidence les crises bancaires fréquentes et le besoin de réformes. En conséquence, les politiques publiques interventionnistes axées sur le secteur financier ont fait leur réapparition. Le fait d'offrir des services bancaires à une clientèle plus large grâce à l'inclusion financière en tant que bien public est donc devenu un sujet de débat politique et un programme de politique publique (Sodokin Koffi, 2022), car exclure des personnes de l'accès aux services financiers n'est pas considéré comme un bien public sur le plan économique (Desmarais-Tremblay, 2017 ; Ülgen, 2020).

Le concept de politique publique fait référence aux actions menées par une autorité légitime envers un aspect particulier de la société ou de l'espace géographique (Grawitz et Leca, 1985). Les politiques publiques peuvent prendre la forme de prestations, la mise en œuvre d'actions et de procédures de travail, ainsi que la collaboration avec d'autres acteurs sociaux, collectifs ou individuels, pour atteindre les objectifs.

Selon Grawitz, Leca et Thoenig, la politique publique est considérée comme l'engagement de l'autorité gouvernementale, dotée de la force et de la légitimité de l'État, dans un champ spécifique de la société ou de la région (Cirille, 2004). Pour Turgeon et Savard, une politique publique est un document présentant la vision des acteurs gouvernementaux sur un enjeu pour lequel une action publique est nécessaire, ainsi que les aspects pratiques et opérationnels de cette action. Elle peut également être considérée comme un processus décisionnel où des élus prennent une action publique sur un enjeu qui nécessite une intervention gouvernementale ou non gouvernementale.

Selon Thomas Dye (1972), la politique publique comprend toutes les décisions prises par le gouvernement quant à ce qu'il doit faire ou ne pas faire (Engeli et Allison, 2014). Cette définition souligne que l'État est le principal acteur dans la mise en place de politiques publiques, d'autres acteurs peuvent jouer un rôle important dans les politiques publiques et/ou dans le processus d'exécutions de ces politiques, Lemieux définit une politique publique comme un ensemble d'actions axées sur la résolution de problèmes de la société, menées par des acteurs dont les relations sont organisées, et qui évoluent au fil du temps (Lemieux, 2002, p. 5).

Ainsi, Les politiques publiques sont des actions annoncées ou menées par des autorités gouvernementales légitimes pour résoudre un problème public (Cirille, 2004). Elles constituent un choix fait par les autorités publiques pour aborder un ou plusieurs problèmes (Paquin, 2010)

L'opinion publique internationale est en train de réévaluer la nécessité de l'intervention de l'État dans certains domaines économiques en réponse aux défis posés par les objectifs du millénaire (Wélé et Labie, 2016). Cette évolution est également reflétée dans les discours de la Banque mondiale qui, tout en continuant de soutenir le modèle néoclassique d'éloignement de l'État et de prédominance du marché, est maintenant plus disposée à accorder plus d'espace à un modèle redistributif qui inclut une composante sociale dans les politiques publiques (Banque mondiale, 1997 ; Campbell, 1997).

Cet article s'intéresse aux politiques publiques interventionnistes en matière d'inclusion financière, il s'agira de présenter des différents apports et limites des programmes et politiques de développement d'accès au financement et l'usage de l'offre financière par les exclus de financement formel et la population vulnérable pour mettre l'accent sur le rôle des acteurs publics et la façon dont cela se reflète dans l'offre financière en réponse aux défis de l'inclusion financière.

L'objectif de l'article est de synthétiser les principaux enseignements à tirer des politiques publiques interventionnistes en matière d'inclusion financière qui ont été mises en place dans les pays étudiés (Inde, Mexique et Pérou), en examinant à la fois leurs apports et leurs limites. Pour ce faire, nous avons recours à une revue de la littérature existante sur le sujet, en se basant sur des données qualitatives et quantitatives disponibles dans les rapports officiels, les publications universitaires et les recherches menées par des organisations gouvernementales et non gouvernementales. Cette approche suggère une démarche analytique et critique, qui vise à évaluer les politiques existantes et à identifier les enseignements à en tirer. En conséquence, le paradigme épistémologique sous-jacent à cette approche pourrait être qualifié de post-positiviste, dans la mesure où il privilégie l'observation empirique et l'analyse critique des politiques existantes.

La suite de l'article procède comme suit : après avoir défini le concept de l'inclusion financière et présenter ces enjeux, la deuxième section expose les différents politiques et programmes de l'inclusion financière en Inde, Mexique et Pérou et la troisième section est consacrée aux enseignements tirés des politiques émergées.

1. Concept de l'inclusion financière : Définition et enjeux

La finalité de l'inclusion financière est d'offrir à un plus grand nombre de personnes l'accès aux services financiers de base, tels que les comptes bancaires, les cartes de crédit, les prêts et les assurances. Cela permet aux individus et aux familles de mieux gérer leur argent, de planifier pour l'avenir et de réduire leur vulnérabilité financière (De Olloqui et al, 2015). Ce mécanisme a pour but de rendre l'accès aux services financiers de base plus aisé, disponible et abordable pour tous les membres de la société, incluant les comptes bancaires, les cartes de crédit, les prêts et les assurances (Sarma et Pais, 2011, p.613).

L'inclusion financière, selon Philippe Aguera (2015), se définit par l'accès universel et abordable pour les individus et les petites et moyennes entreprises à une gamme complète de services financiers de qualité, fournis par des institutions fiables et durables. Les services financiers de base sont considérés comme un moyen essentiel pour les personnes de sortir de la pauvreté et de stimuler la croissance économique. Cependant, de nombreuses personnes, en particulier celles qui vivent dans les pays en développement, n'ont pas accès à ces services. Selon la Banque Mondiale, plus de 1,7 milliards de personnes dans le monde sont considérées comme "non-bancarisées", c'est-à-dire qu'elles n'ont pas accès à un compte bancaire formel.

Il existe plusieurs raisons pour lesquelles les personnes peuvent ne pas avoir accès aux services financiers de base. Ces raisons incluent la distance géographique, les coûts élevés, la méfiance des services financiers, les barrières culturelles et linguistiques, et les obstacles liés à l'identité, tels que l'absence de documents d'identité officiels.

Pour faire face aux défis liés à l'exclusion financière, des efforts sont déployés conjointement par les gouvernements, les établissements financiers et les organisations de la société civile. Les stratégies courantes incluent la mise en place de programmes de microcrédit, la promotion de l'utilisation des téléphones mobiles pour les transactions financières, et l'éducation financière pour les personnes qui n'ont pas accès aux services financiers de base.

Il est important de noter que l'objectif de l'inclusion financière va au-delà de la simple accessibilité aux produits financiers de base, mais vise également à améliorer la qualité de ces derniers et à renforcer la protection des consommateurs. Par exemple, les réglementations et les lois peuvent être mises en place pour protéger les consommateurs contre les pratiques frauduleuses et les taux d'intérêt excessifs.

L'inclusion financière est un concept clé pour permettre un accès aux services financiers de base, ce qui leur permet de mieux gérer leur argent, de planifier pour l'avenir et de réduire leur vulnérabilité financière. Les gouvernements, les institutions financières et les organisations de

la société civile travaillent ensemble pour promouvoir l'inclusion financière en mettant en place des programmes et des initiatives pour surmonter les obstacles à l'accès aux services financiers. De nombreux pays et organisations internationales ont établi des objectifs pour accroître l'inclusion financière, notamment la Banque Mondiale et le Groupe Consultatif d'Assistance au Pauvre (CGAP) avec leur objectif de "Financial Inclusion 2020" qui vise à élargir l'accès aux services financiers pour les exclus du système financier.

Il est également important de souligner que l'inclusion financière est étroitement liée à d'autres questions de développement, telles que l'éducation, l'emploi et l'égalité des sexes. En favorisant l'inclusion financière, on peut également améliorer la situation économique des femmes, des personnes âgées et des minorités, entre autres groupes vulnérables.

En résumé, l'inclusion financière est un concept clé pour favoriser la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Les gouvernements, les institutions financières et les organisations de la société civile collaborent pour remédier aux problèmes d'accès aux services financiers et pour renforcer la protection des consommateurs, dans le but d'assurer une inclusion financière pour tous.

2. Les expériences internationales en matière d'inclusion financière : Illustration des cas en Amérique latine et en Asie.

Les politiques et stratégies de l'inclusion financière sont parmi les axes d'action de la banque mondiale, elle s'engage à fournir des évaluations et des stratégies complètes d'inclusion financière, à fournir une assistance pour aborder l'inclusion financière de manière globale et systématique, en mettant l'accent sur le numérique et en tirant parti des fintech, et à coordonner les actions visant à élargir l'accès aux services financiers. De leur côté, les banques centrales et les ministères des finances des pays en développement considèrent désormais l'inclusion financière comme faisant partie de leurs missions de stabilité et de supervision, et intègrent des initiatives en ce sens dans leurs programmes pour permettre à tous les ménages et entreprises d'avoir accès à des services financiers adaptés à leurs besoins et leurs situations.

2.1. Développer l'économie rurale par l'inclusion financière : le cas de l'Inde et du Mexique

L'Inde se classe parmi les pays en développement dotés d'un fort système bancaire, avec un taux de 141 909 banques ou agences bancaires en mars 2018, soit un établissement pour 8 000 habitants (DG Trésor France, 2018). Bien que ce taux soit inférieur dans les régions rurales, celles-ci sont néanmoins bénéficiaires d'une offre financière conséquente grâce à des politiques publiques très ambitieuses.

Le Mexique, un pays à revenu intermédiaire en termes de PNB par habitant, a un système bancaire insuffisant, surtout dans les zones rurales. Selon une étude de la Banque Mondiale, seulement 25% des adultes au Mexique ont un compte bancaire et le taux de crédit par habitant est également très bas (Demirgüç-Kunt et al., 2007). Les banques sont majoritairement concentrées dans les zones urbaines, ce qui explique les taux très faibles dans les zones rurales. Plusieurs programmes d'inclusion financière ont été émergés sous différentes formes et ont sans aucun doute donné des bons résultats. En 2014, le gouvernement indien a lancé une nouvelle politique d'inclusion financière, connue sous le nom de Pradhan Mantri Jan Dhan Yojana, en vue d'améliorer le taux de bancarisation des adultes les personnes exclues du système financier formel. Demirguc-Kunt, et al, (2017) ont noté une augmentation du nombre de comptes bancaires ouverts par des adultes. Entre 2014 et 2017, le nombre des comptes bancaires a augmenté de plus de 30 %, dont 40 % représente des comptes ouverts par des femmes les plus pauvres et 60 % par des adultes. Le nombre des adultes titulaires d'un compte bancaire dans les zones rurales est passé de 33% en 2011 à 79% en 2017.

2.1.1. Le cas de l'inde : l'évolution des politiques de la finance rurale

Le système de crédit indien est caractérisé par une forte concurrence entre les établissements de crédit formels et informels et vu l'offre financière limitée dans les zones rurales, la population dans ces zones dépendent des prêteurs informels pour satisfaire leurs besoins de crédit. De nombreux ménages à faible revenu, en particulier ceux vivant en dessous du seuil de pauvreté, n'avaient pas facilement accès aux institutions financières formelles pour les facilités d'épargne et de crédit. Cela a été attribué à plusieurs facteurs du côté de l'offre et du côté de la demande, tels que l'analphabétisme, le manque de sensibilisation au système bancaire formel, le fait de vivre dans des zones non bancarisées, la difficulté des procédures d'ouverture des comptes bancaires, etc.

2.1.1.1. Histoire du développement de la banque rurale en Inde

Entre les années 1947 et 1967, les coopératives ont eu de moins en moins d'importance dans l'offre de crédit à l'agriculture. Seulement 7% des crédits agricoles provenaient du système financier formel (Rapport All-India Rural Credit Survey, 1954), le gouvernement indien a demandé à la State Bank of India, auparavant connue sous le nom de Banque impériale d'Inde, d'ouvrir 400 nouvelles agences en dehors des grandes villes pour fournir des services financiers, notamment des crédits pour le secteur agricole. La banque centrale, la Reserve Bank of India (RBI), a créé le Département de la planification rurale et du crédit, puis la Société de refinancement et de développement agricoles pour prêter aux banques. Cependant, rien de tout

cela n'a été efficace et, avec le démarrage de la campagne agricole axée sur les cultures à rendement élevé dans le milieu des années 1960, il est devenu nécessaire de renforcer également le système de crédit agricole. A noter que le terme anglais « rural » faisait référence à l'agriculture jusqu'à la fin des années 1960, mais n'avait pas encore le sens de « pauvre » puisqu'il n'est apparu qu'au milieu des années 1960. En 1975, le gouvernement a établi un système de banques régionales pour l'agriculture pour atteindre les populations agricoles vulnérables, comme les agriculteurs pauvres, les artisans et les travailleurs agricoles. Le nombre des agences a augmenté rapidement entre 1969 et 1990, mais jusqu'à l'année 2004, seulement 5% des crédits agricoles ont été attribués aux petits emprunteurs. En raison des garanties demandées, les personnes aisées ont été considérées comme des clients potentiels, par contre les clients vulnérables ont été exclus du système bancaire.

Le développement de la banque rurale et de la finance agricole est directement lié à la révolution verte et aux politiques agricoles qui l'ont déclenchée. L'Inde a une longue histoire dans le cadre de développement des services financiers pour les zones rurales, qui comprend l'expansion des systèmes coopératifs et mutualistes au début du XXe siècle ainsi que l'existence de castes de prêteurs informels comme les Chetti et Mawali (Shah et al. 2007). Dans les années 1950, le gouvernement indien s'est lancé dans une politique volontariste de développement coopératif. En 1976, la Banque rurale régionale (RRB) est née, et en 1982, une banque de développement rural, la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural (NABARD), a été créée. En conséquence, le système bancaire indien est devenu l'un des plus étendus au monde, y compris dans les régions rurales. Entre 1969 et 2006, le nombre d'agences locales est passé de 1 400 à plus de 30 000.

2.1.1.2. Programme Swarnjayanti Gram Swarozgar Yojana (SGSY)

Le programme SGSY est opérationnel depuis le 1er avril 1999 dans les zones rurales du pays. Il est implémenté par les banques commerciales, les banques rurales et les banques mutualistes. D'autres institutions financières, les institutions de Panchayat Raj, les agences de développement rural, les organisations non gouvernementales, les institutions gouvernementales régionales, seront impliquées dans le processus de planification, de mise en œuvre et de suivi du programme. Le programme vise à établir un grand nombre de micro-entreprises dans les zones rurales. SGSY se concentrera sur les sections vulnérables des ruraux pauvres.

Le programme a été conçu pour fournir un soutien et des encouragements appropriés afin d'exploiter les talents et les capacités inhérents des pauvres dans le milieu rural. Il met l'accent sur les activités basées sur les ressources, les compétences professionnelles des personnes et la disponibilité des marchés. La sélection des principales activités se fera avec l'approbation du Panchayat Samitis au niveau du bloc et de l'Agence régionale de développement rural (District Rural Development Agency (DRDA)) et Zila Parishad au niveau de la région. SGSY adoptera une approche de projet pour chaque activité clé.

SGSY privilégie l'approche Groupe. Cela impliquerait l'organisation des pauvres en groupes d'entraide mutuelle et le renforcement de leurs capacités. Une fois regroupés, les groupes sont formés et observés par les DRDA avec les banques pendant six mois pour développer et renforcer les activités d'épargne et de crédit. Les groupes et les individus viables sont éligibles à un prêt-subvention pour des activités de groupe et individuelles, respectivement. Les groupes se portent garants des prêts même pour les bénéficiaires individuels, puisque les groupes peuvent contrôler la gestion d'actifs et la génération de revenus plus étroitement que les banques.

SGSY s'inscrit dans le cadre du programme SHG-Bank Linking lancé par la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural pour fournir des crédits et d'autres produits financiers aux SHG.

2.1.1.3. Programme de Self-Help-Groups (SHG) Banking-Linkage

Malgré un large réseau bancaire et une grande variété de produits financiers offerts à la population indienne, les banques n'ont pas été en mesure de répondre adéquatement aux besoins financiers des pauvres. Reconnaissant la nécessité d'intégrer les personnes exclues dans le système financier formel, par la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural (NABARD) a lancé le programme de Self-Help-Groups (SHG) Banking-Linkage durant les années 1990s.

Initialement, les SHG existaient principalement dans des zones qui n'étaient pas suffisamment servies par les institutions de crédit formelles. Dans le cadre du SHG-BLP, la RBI et la NABARD ont émis des directives aux banques pour qu'elles acceptent les groupes informels de SHG comme leurs clients et ont introduit les prêts sans garantie. Les SHG seraient éligibles pour ouvrir des comptes de caisse d'épargne et bénéficier de facilités de crédit, d'assurance, de remise de fonds et de transfert d'argent, etc. pour faciliter les activités génératrices de revenus. La RBI a défini l'inclusion financière comme « le processus visant à garantir l'accès aux services

financiers et à un crédit opportun et adéquat, là où les groupes vulnérables, tels que les sections les plus faibles et les groupes à faible revenu, en ont besoin, à un coût abordable ».

Le Self-Help-Groups Banking-Linkage Program (SHG-BLP) est donc considéré comme une source alternative viable de financement formel pour les personnes financièrement exclues et devrait contribuer à la réduction de la pauvreté, à l'autonomisation des femmes et à l'amélioration du niveau de vie des groupes vulnérables.

Le SHG-BLP est une bonne initiative d'inclusion financière visant à améliorer la situation économique des pauvres. Une étude de Swain et Varghese (2009) a révélé que les ménages adhérents pour une longue durée au programme SHG accumulaient plus de richesses. De même, l'autonomisation des femmes a augmenté lorsqu'elles étaient membres du SHG (Swain et Wallentin, 2009 ; Deininger et Liu, 2013). En outre, les membres ayant une durée d'adhésion plus longue ont bénéficié d'une consommation régulière, d'un meilleur apport alimentaire et d'une accumulation de richesse accrue (Deininger et Liu, 2012). De plus, ceux qui étaient membres aux SHGs depuis plus d'un an présentaient une réduction significative de leur vulnérabilité (Swain et Floro, 2012). Fait intéressant, la participation des femmes aux SHGs a amélioré les revenus et le bien-être des ménages en termes de quantité et de qualité de consommation alimentaire, de santé et d'éducation des enfants (Kumar, 2009). Chandrakumarmangalam et Vetrivel (2012) ont observé que l'appartenance au SHG avait des effets positifs sur le revenu, la richesse, l'épargne, l'alphabétisation et la migration. Imaï et al. (2012) ont constaté que les programmes SHG réduisaient considérablement la pauvreté parmi les participants. Badajena et Gundimeda (2016) ont exploré le rôle du SHG et de l'inclusion financière dans 25 régions et ont constaté que le SHG-BLP avait un impact positif sur l'inclusion financière. Singh (2016) a évalué les SHG-BLP et l'inclusion financière parmi les groupes vulnérables dans 14 régions majeurs et a observé une répartition inégale des facilités financières entre les régions. Sadharma et Venkatachalapathy (2018) ont étudié l'impact des services de proximité sur les SHG-BLP et l'inclusion financière dans 29 régions. Les résultats montrent que l'inclusion financière réduit la pauvreté et le chômage dans les zones rurales, avec un impact minimal sur les zones urbaines (Elayaraja, 2021).

Il convient de noter que l'Inde a une longue histoire de développement de services financiers pour les zones rurales, notamment l'expansion des systèmes coopératifs et mutualistes au début du XXe siècle. Cependant, le développement de la banque rurale et de la finance agricole a été renforcé par la révolution verte et les politiques agricoles qui l'ont déclenchée. En conséquence, le système bancaire indien est devenu l'un des plus étendus au monde, y compris dans les zones

rurales, avec plus de 30 000 agences locales en 2006. Nous récapitulons les principales phases d'évolution du système de crédit agricole en Inde dans le tableau ci-dessous

Tableau 1 : Les phases d'évolution du système de crédit agricole en Inde.

Période	Événements importants	Principaux Objectifs/Résultats
1947-1967	Diminution de l'importance des coopératives dans le crédit agricole	Seulement 7% des crédits agricoles provenaient du système financier formel
Années 1960	Développement de la campagne agricole axée sur les cultures à rendement élevé	Nécessité de renforcer le système de crédit agricole
1975	Établissement du système de banques régionales pour l'agriculture	Atteindre les populations agricoles vulnérables
Années 1969-1990	Augmentation rapide du nombre d'agences bancaires régionales	Le système bancaire indien devient l'un des plus étendus au monde, y compris dans les régions rurales
Années 1990s	Lancement du programme de Self-Help-Groups (SHG) Banking-Linkage par NABARD	La participation des femmes aux SHGs a également amélioré les revenus et le bien-être des ménages en termes de quantité et de qualité de consommation alimentaire, de santé et d'éducation des enfants.
Année 1999	Lancement du programme Swarnjayanti Gram Swarozgar Yojana (SGSY)	Opérationnel dans les zones rurales du pays, implémentation par diverses institutions financières et gouvernementales
Années 2000-2010	Élargissement de l'accès au crédit pour les petits emprunteurs	Augmentation du nombre de prêts accordés aux populations vulnérables et aux femmes, grâce à l'introduction de nouveaux produits financiers

Source : réalisé par nos soins

2.1.2. Le cas du Mexique : Politiques d'appui aux intermédiaires financiers ruraux

Aujourd'hui, le Mexique a une politique d'inclusion financière très volontariste. Le gouvernement fédéral et les gouvernements locaux ont mis en place plus de 100 programmes publics pour améliorer l'accès aux services financiers. D'autre part, les approches et les méthodes sont très différentes et l'uniformité n'est pas recherchée.

2.1.2.1. Création de Financiera Rural (Finrural).

Financiera Rural est une institution financière non bancaire qui a été fondée en 2002 après la liquidation de Banrural, une banque publique de développement agricole qui se consacrait à la promotion de crédits agricoles subventionnés. C'est un organisme décentralisé de l'Administration Publique Fédérale, sectorisé au sein du Ministère des Finances et du Crédit Public, doté de la personnalité juridique et du patrimoine propre, constituée conformément à sa loi organique, publiée au Journal officiel de la Fédération le 26 décembre, Décembre 2002.

Les activités de Finrural ont démarré en 2003, dont l'objectif était de développer les services de crédit agricole et rural pour inclure les personnes exclues financières, et d'appui aux intermédiaires financiers intervenant en milieu rural par l'intermédiaire, d'une part, de ce que l'on appelle les Intermédiaires Financiers Ruraux (IFR), constitués en quatre types : coopératives d'épargne et de crédit, sociétés financières populaires (SOFIPO), unions de crédit et entrepôts généraux de dépôts, et, d'autre part, de ce que l'on appelle les organismes de distribution de crédit (ODC). Ils exécutent les tâches liées aux étapes allant de l'évaluation de la demande au recouvrement du crédit, pour éviter les coûts du processus de crédit demandé directement.

Cependant, les ODC ne sont pas de véritables intermédiaires financiers qui captent et prêtent des ressources (ils ont vocation, grâce aux différents appuis qui leur sont accordés, à devenir des IFR, mais plutôt des sociétés de distribution d'intrants, des commerçants, des agro-industries, et dans la plupart des cas, ce sont des organisations de producteurs qui distribuent des crédits entre leurs membres et assurent le recouvrement. Pour cette raison, FINRURAL promeut un programme de formation pour développer et consolider les IFR nécessaires à leur fonctionnement.

En 2004, Finrural a soutenu la participation de 46 111 producteurs et personnes liées au secteur rural intéressés par la création d'IFR. Ce programme sera structuré en différentes phases pour répondre aux besoins des différentes entités en fonction de leur niveau d'évolution dans l'intermédiation financière. L'objectif est de faire en sorte que les entités dispersées évoluent pour devenir des IFRs (CEPAL, 2007).

L'objectif de rentabilité est la priorité de Financiera Rural. Cependant, même avec une orientation spécifique vers le secteur agricole, il n'y a pas encore eu d'avancements significatifs en matière d'inclusion financière. Au total, l'agriculture au Mexique n'a reçu qu'une faible part des financements, avec seulement 1,4% des crédits accordés entre 2004 et 2005 étant destinés à ce secteur.

2.1.2.2. Le Programme d'assistance technique à la microfinance rurale (PATMIR)

Créée en 2000 à l'initiative du gouvernement mexicain, Patmir a un double objectif d'amélioration de la microfinance tout en voulant remplacer les instruments traditionnels de financement rural (banques de développement, programmes d'aides d'État, etc.). D'une part, favoriser l'émergence de cadres réglementaires visant à renforcer les capacités locales liées aux services financiers et, d'autre part, à promouvoir les conditions de pérennité financière et de sécurisation de la clientèle des systèmes de microfinance (Le Picard Ducroux. et Barlet, 2001). Le Projet aura pour but de réaliser les actions suivantes sur une période de 3 ans :

- Création et gestion d'institutions financières rurales (IFR) dans les zones marginalisées avec l'élaboration de méthodes, outils et procédures.
- Amélioration des compétences locales pour la gestion courante et stratégique des IFR.
- Réduction des déficits des institutions adhérant au projet et renforcement de leur capacité.
- Amélioration de la couverture des zones cibles par des IFR et diversification de leurs produits financiers.
- Formation et assistance pour garantir la viabilité financière et économique à long terme des IFR.

Le PATMIR a pour but d'offrir des financements et des soutiens techniques aux établissements du secteur de la microfinance opérant dans les régions rurales (Fouillet et Morvant-Roux, 2018). Au cours de la stratégie nationale d'inclusion financière, le Mexique est entré dans une nouvelle phase à la fin des années 2000 avec un engagement plus fort du gouvernement. Cette stratégie est consacrée dans le Plan national de développement 2012 (Moya, 2017).

La deuxième phase de ce programme vise à étendre l'inclusion financière après une étape pilote dans certains États en marge économiquement. Les quatre organisations impliquées dans le programme ont pour objectif d'élargir la clientèle des structures de microfinance choisies en tant que relais, en privilégiant les activités non agricoles pour les familles d'agriculteurs. Le but est d'atteindre 405 000 nouveaux clients de 2008 à 2010.

Grâce à PATMIR I et II, plus de 697 000 personnes ont été incorporées à l'utilisation des services financiers formels dans les localités de moins de 15 000 habitants et les municipalités classées comme fortement, très fortement et moyennement marginalisées, selon l'indice de marginalisation du Conseil national de la population (CONAPO). L'effort a été important si l'on

considère que les banques commerciales n'ont pas encore pu atteindre les zones rurales en raison du faible volume d'affaires et des coûts d'exploitation élevés par rapport aux zones urbaines.

2.2. Le cas du Pérou : Politiques axées sur la production d'un consommateur financier

Au Pérou, Plusieurs mesures ont été prises pour améliorer l'accès et l'utilisation des services financiers supervisés et mettre en place un environnement réglementaire adéquat pour le développement d'activités visant à améliorer l'inclusion financière de manière responsable et durable. Depuis 2009, le Pérou maintient la tête du classement du Microscope mondial sur l'environnement commercial de la microfinance (produit par l'unité d'intelligence financière de The Economist), même dans le cadre élargi adopté depuis 2014, qui évalue l'écosystème réglementaire pour l'inclusion financière.

Néanmoins, la majorité de la population péruvienne n'a toujours pas accès aux services financiers de base, comme en témoigne l'enquête nationale sur la demande de services financiers, et la littératie financière (NSDFS, 2016), la première enquête nationale péruvienne, spécialement conçue pour recueillir des informations sur ces thèmes. D'après cette enquête, 56% des adultes âgés entre 18 et 70 ans n'ont pas un compte bancaire dans les zones urbaines et 70% dans les zones rurales.

Parmi les mesures adoptées, le Pérou a mis en place une stratégie nationale d'inclusion financière visant à faciliter l'accès aux services financiers pour les personnes exclues. Cette stratégie est dirigée par l'État et intègre des pratiques publiques et privées pour atteindre son objectif.

Tableau 2 : Récapitulatif des mesures mises en place par le Mexique dans la finance rurale.

Objectif principal	Mesures mises en place
Amélioration de l'accès aux services financiers pour les populations rurales	Plus de 100 programmes publics mis en place par le gouvernement fédéral et les gouvernements locaux.
Le développement des services de crédit agricole.	Création de Financiera Rural (Finrural) en 2002, avec comme objectif la promotion de crédits agricoles subventionnés, l'appui aux intermédiaires financiers ruraux (IFR) et la création d'organismes de distribution de crédit (ODC).
Formation et consolidation des IFR nécessaires au fonctionnement de Finrural	Finrural a soutenu la participation de 46 111 producteurs et personnes liées au secteur rural intéressés par la création d'IFR. Le programme est structuré en différentes phases pour répondre aux besoins des différentes entités en fonction de leur niveau d'évolution dans l'intermédiation financière.
Promotion de la rentabilité de Finrural tout en favorisant l'inclusion financière.	L'objectif de rentabilité est la priorité de Financiera Rural. Cependant, seulement 1,4% des crédits accordés entre 2004 et 2005 étaient destinés à l'agriculture.
Amélioration de la microfinance tout en remplaçant les instruments traditionnels de financement rural	Le Programme d'assistance technique à la microfinance rurale (PATMIR) créé en 2000 a pour objectif de favoriser l'émergence de cadres réglementaires visant à renforcer les capacités locales liées aux services financiers et de promouvoir les conditions de pérennité financière et de sécurisation de la clientèle des systèmes de microfinance.

Source : réalisé par nos soins

2.2.1. Les efforts de l'Etat Péruvien en Microfinance

Le Pérou est un leader dans le secteur de la microfinance commerciale, influençant le développement de ce secteur en Amérique latine et dans d'autres pays en développement (Entretiens SBS 2, 3, 6), avec 6,6 milliards de dépôts, 8,8 milliards de prêts et 3,5 milliards d'emprunteurs et de déposants (Pedroza 2012). Les institutions de microfinance (IMF) ont un taux de pénétration de 10,4% dans la population active et de 31% dans les pauvres. Il est classé au neuvième rang mondial, devant la Bolivie (Gonzalez 2010 :7-8 ; MIX Market 2010 ; Portail de la microfinance 2011).

Les autorités publiques ont élaboré une réglementation qui favorise l'intégration de la microfinance dans le système financier formel en établissant les règles du jeu pour la croissance

et la commercialisation de ce secteur. L'État a également joué un rôle déterminant dans la création de Mibanco, la première banque exclusivement dédiée à la microfinance dans le pays, qui a exercé une influence prépondérante dans ce domaine pendant des années, et dans l'évolution d'un autre joueur du marché, la financiera Edyficar (Langevin, 2014). Au départ, cette ONG a su profiter du cadre réglementaire pour soutenir son évolution, étape par étape. Cette fusion-acquisition illustre bien le succès de l'évolution de l'institution de microfinance. Par ailleurs, l'association entre le gouvernement et Edyficar se poursuit, puisque l'IMF est le partenaire principal de la banque d'État, la Banco de la Nación, dans son programme de cajeros coresponsables, un modèle de développement qui vise à inciter les institutions financières privées à exploiter les infrastructures de la banque d'État pour développer des services financiers dans les zones encore non desservies par le secteur financier privé.

Ainsi, la pratique des politiques publiques péruviennes entre dans le contexte de l'économie politique suite à une vague de développements institutionnels dans la commercialisation de la microfinance. Cette vague de commercialisation façonnera également les défis qui doivent être relevés dans le cadre de la stratégie nationale de l'inclusion financière.

2.2.2. Le programme Juntos : Inclusion sociale à travers l'inclusion financière

Les programmes de transferts monétaires conditionnés (PTMC) se sont largement répandus en Amérique latine et dans les pays en développement suite aux programmes Progreso/Oportunidades au Mexique et Bolsa Familia au Brésil. De nombreuses organisations financières internationales, agences onusiennes de développement et experts, tels que le FMI, la Banque mondiale, la BID, le PNUD, UNICEF, l'OIT, l'OMS, la CEPAL, l'IFRI, le Wilson Center et les académiques, sont unanimes sur l'efficacité des PTC pour atteindre des objectifs en matière d'éducation, de santé, de pauvreté et d'inégalités (Nagels, 2014). Les PTMC sont conçus pour remédier aux lacunes de distribution de fonds aux citoyens vivant dans des conditions de pauvreté.

Afin de promouvoir la bancarisation des populations vulnérables, l'Etat péruvien a intégré dans sa stratégie de l'inclusion financière les programmes de transferts monétaires conditionnés, il a instauré en 2005 le programme Juntos. Ce programme consiste tous les deux mois, le transfert de l'équivalent de 60 USD aux mères d'enfant de 14 ans et moins si les conditions d'éducation, de santé et d'identification sont remplies. La sélection des bénéficiaires est effectuée sur 3 étapes : La première est géographique, la seconde consiste en une recherche par recherche et la troisième est la vérification manuelle des ménages présélectionnés au sein de la communauté. Cette vérification du gouvernement local confirme le processus de ciblage en amont, car les

gouvernements locaux ne peuvent pas participer à la création de la liste des destinataires et ne limitent le nombre qu'à 29.

En juillet 2008, le programme Juntos avait touché 408 961 ménages extrêmement pauvres dans 638 districts ruraux de 14 départements (Amazonas, Ancash, Apurímac, Ayacucho, Cajamarca, Cusco, Huancavelica, Junín, La Libertad, Loreto, Pasco, Piura et Puno) et transféré un total de 81 074 448 USD (Yancari, 2009). En 2009, Juntos avait presque atteint 500 000 ménages, soit 7,6% de la population totale, 60% de la population défavorisée et 21,2% de la population pauvre. À cette époque, son budget représentait 0,14% du PIB et 1,68% des dépenses sociales (Nagels, 2014).

Lorsqu'ils sont associés à l'inclusion financière, ces programmes peuvent devenir un moyen de développement social et d'extension de la finance en permettant aux populations pauvres d'acquérir des compétences financières pour mieux gérer les risques et améliorer leur qualité de vie. Le gouvernement peut utiliser ces programmes de transferts monétaires pour stimuler la demande de services financiers dans les populations marginalisées en y ajoutant des éléments d'inclusion financière. C'est ce que le ministère du Développement du Pérou a fait en ajoutant une composante d'inclusion financière à son programme Juntos. Ce programme est conçu comme une "banque de développement virtuelle" qui soutient l'inclusion financière, notamment en renforçant la capacité des clients à utiliser les produits financiers.

2.2.3. Partenariats public-privé en matière d'inclusion financière

L'approche qui consiste à relier l'épargne formelle aux programmes de transferts monétaires conditionnés est promue par Proyecto Capital dans le monde entier, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il s'agit d'une organisation sans but lucratif soutenue par les fondations Ford et Citi. En pratique, Proyecto Capital aide les gouvernements à mettre en place des politiques publiques qui combinent la promotion de l'épargne formelle volontaire avec les programmes de transferts monétaires conditionnés et les bénéficiaires. Le Pérou est étroitement lié à l'origine de cette approche. En 2008, l'Instituto de Estudios Peruanos, un centre de recherche privé au Pérou, a rejoint l'initiative Proyecto Capital pour participer à la conception de différents projets pilotes menés par la renommée chercheuse Carolina Trivelli. Depuis lors, Proyecto Capital travaille avec Fundación Capital pour concevoir, mettre en œuvre et élargir les projets pilotes à l'échelle latino-américaine avec le soutien du Centre canadien d'études sur le développement international.

L'approche de Proyecto Capital repose sur les hypothèses essentielles suivantes :

- le développement de l'épargne monétaire chez les pauvres, en particulier les femmes, par le biais de comptes bancaires, permet de constituer, d'accroître et de protéger des actifs de différentes natures, principalement financiers, humains et productifs.
- Une valeur plus élevée de ces actifs - soit en raison d'un stock plus important, soit en raison d'un prix plus élevé - contribue à réduire le niveau de vulnérabilité auquel ces familles sont exposées, améliorant ainsi leur sécurité économique.
- Cette sécurité se traduit par une meilleure capacité à faire face aux événements défavorables, ce qui se traduit par une plus grande stabilisation de la consommation, moins de stress et, donc, une plus grande capacité à prendre de meilleures décisions pour affronter l'avenir.

Proyecto Capital au-delà des PTMC, favorise également un examen d'autres segments de la population, notamment la population des jeunes étudiants universitaires recevant des bourses du gouvernement. En 2014, un accord interinstitutionnel a débuté entre le Programme national de bourses et de crédit éducatif (PRONABEC), Citibank del Perú (par le biais de la Fondation Citi) et l'Institut d'études péruviennes par le biais de Proyecto Capital, dans le but de générer des compétences financières chez les bénéficiaires du programme Beca du gouvernement. Ces jeunes disposent d'un compte d'épargne à la Banco de la Nación sur lequel le gouvernement péruvien alloue une somme d'argent pour leurs dépenses mensuelles. Cependant, la plupart d'entre eux ne savent pas comment gérer ce fonds public. Par conséquent, les efforts se concentrent sur les jeunes bénéficiaires d'acquérir des connaissances sur la manière de gérer leur bourse de manière responsable, de s'informer sur les services et les produits du système financier, d'épargner de manière durable et de prendre des décisions éclairées. Compte tenu de la dispersion géographique et du nombre de jeunes boursiers, le contenu de l'éducation financière est dispensé par le biais d'une plateforme d'apprentissage en ligne appelée « PorMiCuenta ». L'initiative, qui a débuté en 2014 avec 600 boursiers, s'est étendue en 2017 à plus de 50 000 utilisateurs, cherchant ainsi à couvrir l'ensemble de l'univers des jeunes du programme de bourses d'études (Aldana et al, 2018).

Tableau 3 : Récapitulatif des initiatives émergées par l'Etat péruvien.

Programme	Objectif	Bénéficiaires	Caractéristiques
Favoriser la microfinance	Fournir des services financiers aux populations exclues du système bancaire traditionnel	3,5 milliards d'emprunteurs et de déposants	-Taux de pénétration de 10,4% dans la population active et de 31% dans les pauvres -Pérou classé 9ème au niveau mondial
Programme Juntos	Promouvoir la bancarisation des populations vulnérables en leur octroyant des transferts monétaires conditionnés	408 961 ménages extrêmement pauvres dans 638 districts ruraux de 14 départements (en 2008)	-Transfert de l'équivalent de 60 USD tous les deux mois -Sélection des bénéficiaires sur 3 étapes -Vérification manuelle des ménages présélectionnés au sein de la communauté
Programmes de transferts monétaires conditionnés	Remédier aux lacunes de distribution de fonds aux citoyens vivant dans des conditions de pauvreté	-Pauvres en particulier les femmes -Jeunes étudiants	-Largement répandus en Amérique latine et dans les pays en développement -Efficacité reconnue par de nombreuses organisations financières internationales, agences onusiennes de développement et experts.

Source : réalisé par nos soins

3. Principaux enseignements à tirer : limites et défis des politiques d'inclusion financière

L'objectif des politiques de l'inclusion financière est de fournir des services financiers adaptés aux différents segments de la population, ainsi que de développer chez eux le désir et les compétences pour utiliser ces services de manière formelle, afin de favoriser l'amélioration de leurs conditions de vie, de leur permettre d'améliorer leur situation financière et sociale et lutter contre la pauvreté. Ces politiques volontaristes restent encore inutiles vis-à-vis aux défis de l'inclusion financière suite aux plusieurs limites des actions émergées pour réduire les facteurs d'exclusion financière.

L'exclusion financière comporte deux aspects: l'accès et l'utilisation difficiles des services financiers. Cette situation affecte les populations visées par les politiques d'inclusion financière. Des recherches ont montré que l'accès à des produits et services financiers adaptés peut

améliorer la qualité de vie des personnes et favoriser la croissance des entreprises (FMI, 2019). En d'autres termes, la stimulation de l'ouverture de comptes d'épargne pour les ménages peut contribuer à accroître l'épargne, à favoriser l'investissement productif, à stimuler la consommation, et à réduire la pauvreté (Beck, Demirguc-Kunt et Levine, 2004 ; Honohan, 2004) et à l'autonomisation des femmes (AFI, 2020). La littérature économique identifie plusieurs obstacles à l'inclusion financière.

3.1. Pauvreté, Genre et inégalité sociale

Selon la Banque Mondiale, le niveau de revenu joue un rôle clé dans l'accès aux services financiers. Plus les individus gagnent de l'argent, plus ils sont enclins à emprunter. Terpstra et Verbeet (2014) ont montré que les personnes ayant des revenus plus faibles sont moins satisfaites des services financiers en raison de leur coût. Demirgüç-Kunt et al. (2013) ont constaté que les populations aux 40% de revenus les plus faibles sont les plus touchées par l'exclusion financière dans l'utilisation des services financiers, ce qui est un phénomène courant dans les pays à faible revenu. Lwodi et Muriu (2017) ont également découvert que les faibles niveaux de revenu sont associés à un accès limité aux comptes bancaires en Afrique subsaharienne. Selon les données de Global Findex (2017), 515 millions d'adultes dans le monde avaient ouvert un compte auprès d'une institution financière ou via une banque mobile entre 2014 et 2017. Dans les économies à haut revenu, 94% des adultes détiennent un compte, contre 63% dans les économies en développement.

Au Pérou, les facteurs sociodémographiques tels que l'âge, le sexe, l'éducation et le niveau de revenu semblent affecter l'inclusion financière (Clamara et al. 2014). Les disparités de genre sont présentes dans la possession de comptes, l'épargne formelle et le crédit formel, avec les femmes subissant cette discrimination plus que les hommes. Etre une femme augmente la probabilité d'être exclue financièrement (Demirguc-Kunt et al., 2013), cette exclusion étant également due à des facteurs sociaux et culturels (Gloukoviezoff., 2004). Une étude de 141 femmes (Benyacoub.B, 2021) a montré que les femmes préfèrent souvent des solutions d'épargne informelles, telles que la tontine ou la famille, malgré le fait que 21% d'entre elles utilisent des solutions d'épargne formelles. Cette aversion du crédit est due à des garanties insuffisantes et à des frais élevés, selon les déclarations de 50% et 15,5% des femmes enquêtées respectivement. Les études de Demirguc-Kunt et al., (2013), Terpstra et Verbeet (2014), Avom et Bobo (2014) et Baza et Sambasiva (2017) montrent que les femmes ont des difficultés d'accès au financement

3.2. Offre inadapté et difficulté d'accès

Selon Solène Morvant-Roux et Jean-Michel Servet (2007), l'exclusion financière est causée par un manque de produits financiers adaptés et des obstacles pour accéder à ces produits. Il est donc important de concevoir des services financiers qui répondent aux besoins de toutes les couches sociales pour garantir une inclusion financière adéquate (FINANCIAL ACCESS, 2012). Cependant, comme mentionné par Rojas-suarez (2007), l'inefficacité et l'inadéquation du secteur financier peuvent freiner l'accès aux services financiers pour les entreprises et les petites entreprises. Solène Morvant-Roux et Jean-Michel Servet (2007) soulignent également que la capacité réelle des clients d'accéder aux produits financiers est un défi supplémentaire dans la lutte contre l'exclusion financière.

D'après un rapport de Bank of India en novembre 2008, dans 155 communes où le programme de Banking Linkage et SHG a été lancé, les banques ont rapporté 100% de couverture avec environ 15,8 millions de comptes ouverts (Morvant-Roux Solène et al, 2010). Cependant, l'utilisation des services bancaires semble problématique, avec 50% à 70% de ces comptes sans transactions enregistrées un an après leur ouverture (D. Subbarao, 2009). La raison est liée à la distance du domicile aux agences et à l'analphabétisme, Baza et Sambasiva (2017) soutient cette idée par le constat que les obstacles majeurs à l'inclusion financière en Ethiopie sont la distance entre les habitations de la population et les banques, ainsi que les exigences de documents des banques.

Comme exemple de l'inadéquation de l'offre aux besoins de financement, dans le cadre du programme SGSY, l'achat de vaches laitières est l'activité agricole la plus souvent financée. Cependant, élever et nourrir des vaches nécessite des compétences que de nombreuses femmes ne possèdent pas. De plus, les femmes sont tenues de rester à la maison pour s'occuper des animaux, ce qui entraîne un coût d'opportunité important. Le prix du lait est très bas par rapport au coût d'élevage des vaches laitières, et les coûts des compléments alimentaires ne sont presque pas couverts par les ventes de lait. Par conséquent, les femmes doivent rembourser le prêt "vache" à partir d'autres sources de revenus.

Au Mexique, les services financiers ruraux ne sont pas bien adaptés au financement de l'agriculture, et l'approche territoriale de l'inclusion financière rentable visant à augmenter l'offre n'a pas encouragé les intermédiaires financiers à adapter les services de crédit aux besoins et aux particularités des activités agricoles. Cela est dû au fait que la durée et le calendrier de remboursement ne sont pas adaptés aux contraintes du cycle agricole.

Hors subventions et prêts adaptés aux filières structurées comme la canne à sucre, les services financiers ruraux ne sont pas bien adaptés au financement de l'agriculture. Un modèle d'inclusion financière rentable basé sur une forte offre sur une base territoriale n'incite pas les intermédiaires financiers à adapter leurs services de crédit aux besoins et aux particularités des activités agricoles. Au Mexique, seulement quelques institutions de microfinance semblent promouvoir explicitement les prêts agricoles en tant qu'objectif de service financier. Ainsi, les durées et les échéanciers de remboursements s'avèrent peu adaptés aux contraintes des activités agricoles.

Dans ce contexte, une enquête réalisée en 2004 sur 239 clients a montré que seulement 46% des prêts accordés à une clientèle composée presque exclusivement d'agriculteurs étaient utilisés pour des activités productives, tandis que 42% étaient utilisés pour des dépenses diverses telles que la nourriture ou l'éducation des enfants. Dans la région de la Mixteca, 33,6% des prêts obtenus auprès du système de microfinance étaient destinés aux activités agricoles, 9,8% au commerce, tandis que plus de 36% étaient utilisés pour les dépenses courantes et l'éducation.

3.3. Capacitation des clientèles vulnérables

L'éducation des clientèles vulnérables pour augmenter leur utilisation de services financiers formels est une partie cruciale des initiatives d'inclusion financière., puisque le niveau de connaissances financières influence positivement l'inclusion financière (Gardeva et Rhyne, 2011) et le niveau d'éducation justifie l'expansion des services financiers (Easterly, 2006), le fait d'avoir un compte bancaire ne suffit pas pour un système financier inclusif, il est également crucial que les services bancaires soient utilisés de manière appropriée (Xuluo Yin, 2019). Certaines personnes et entreprises peuvent avoir accès à certains produits financiers, mais peuvent décider de ne pas les utiliser (Coulomb, 2019).

Dans le cadre du programme Juntos au Pérou, l'État péruvien a constaté que les femmes pauvres vivant dans les zones rurales sont capables à épargner, utiliser des comptes d'épargne et autres services financiers lorsqu'elles participent à des programmes d'éducation financière. Or, dans ces expérimentations, moins de 1% des bénéficiaires Juntos non capacitifs ont compris ce qu'était un relevé bancaire ou un taux d'intérêt, dont la moitié disposaient d'un compte d'épargne bancaire (Trivelli et al., 2011 ; Langevin, 2015). Partant de ce constat, le ministère du Développement et le Banco de la Nación ont donné la priorité à l'éducation financière et à la maîtrise des technologies du système financier. Les bénéficiaires du programme Juntos peuvent être réticentes à utiliser la monnaie électronique et les services d'épargne formels en raison de

leur manque de connaissances en matière de technologie bancaire (Gutiérrez et Del Pilar Guerrero, 2013).

3.4. Contraintes réglementaires et institutionnelles

L'importance des institutions dans la contribution macroéconomique de l'inclusion financière ne peut être ignorée (Dabla-Norris et al., 2015), cette explication justifie l'idée que la qualité des institutions peut influencer les niveaux d'inclusion financière dans une économie et le développement financier (Chinn et Ito, 2006 ; Ajide, 2017). L'environnement institutionnel, comprenant les facteurs institutionnels et les politiques du secteur financier, peut influencer la liaison entre la finance et la croissance (Arestis et Demetriades, 1996). Ainsi, un contexte institutionnel favorable peut établir une corrélation significative entre l'inclusion financière et la croissance économique (Zulkuhri et Ghazal, 2016).

Dans le cadre de la révolution verte en Inde, Le taux de remboursement des prêts offerts par les coopératives et les banques rurales se situait entre 50 et 60% (Reddy, 2004). Cependant, les données de la Banque centrale indienne montrent une baisse de plus de 20% du nombre de comptes de crédit entre 1992 et 2001, passant de 65,8 millions à 52,3 millions. La baisse a été subie principalement par les habitants des zones rurales à hauteur de 84% (Reserve Bank of India, 2006). En outre, la part de l'endettement informel, qui avait diminué jusque dans les années 90, a repris de l'ampleur (Shah et al., 2007).

De telles caractéristiques, le potentiel de la microfinance pour le développement rural et le secteur agricole est limité, selon Farrington et al. (2006) et Mahajan (2005). Les prêts sont principalement destinés à couvrir les dépenses de consommation, avec une proportion allant de 60 à 90% en fonction des zones et des populations visées (Roesch et Helies, 2007). Burgess et Pande (2005) ont démontré que l'expansion du réseau de banques rurales en Inde entre 1977 et 1990 a profité aux secteurs hors agriculture. Les banques privées se sont engagées dans la microfinance pour des motifs strictement commerciaux, contrairement à leur obligation réglementaire initiale (Ghate, 2007).

Le développement productif fait partie des pratiques associées à une approche globale en matière de microfinance. Dans le champ du développement néolibéral, les institutions de microfinance qui adoptent une approche globale sont confrontées à une forte pression pour abandonner ces services non financiers considérés négativement, car ils vont à l'encontre du principe d'autonomie financière des institutions de microfinance. Alors que le programme d'inclusion financière au Pérou se met en place dans ce contexte, les objectifs de rentabilité restent importants et, en conséquence, les services complémentaires continuent d'être restreints.

Conclusion

Les cas indien et mexicain illustrent l'évolution du financement agricole basé en particulier sur la microfinance et sur le ciblage des pauvres, en revanche, ces politiques d'inclusion financière comme modalité de la microfinance sont inadéquates avec les activités agricoles, ce qui nécessite une intervention de l'Etat en matière de réglementation de la microfinance pour élargir l'offre et fournir des services adaptées à tous les segments.

Dans le cas du Pérou, la responsabilité publique se limite à identifier ou sensibiliser les groupes vulnérables de clients et à construire les infrastructures et les réglementations facilitant l'intervention des institutions financières. Une fois cela accompli, il devient plus aisé pour les institutions financières de chercher à tirer parti des emprunteurs et des épargnants les plus rentables parmi les populations marginalisées.

En conclusion, malgré la réussite des politiques d'inclusions financières dans plusieurs pays, la tâche à accomplir en inclusion financière demeure colossale suite aux différents obstacles issues des programmes et initiatives en microfinance, éducation financière et lutte contre l'exclusion financière en particulier chez la population vulnérable.

BIBLIOGRAPHIE

- (1).Aguera, P. (2015). INCLUSION FINANCIERE, CROISSANCE ET REDUCTION CROISSANCE ET REDUCTION DE LA PAUVRETE. CONFERENCE REGIONALE CEMAC, BRAZZAVILLE.
- (2).Ajide, K. B. (2017). Determinants of financial inclusion in Sub-Saharan African Countries: Does Institutional Infrastructure Matter? CBN Journal of Applied Statistics, 8(2).
- (3).Aldana, Ú., Boyd, C., Caballero, E., Clausen, J., Gutiérrez, M. C., Ramos, J., Trivelli, C., Villada, I., & Yancari, J. (2018). Proyecto Capital Perú. Evidencia e incidencia para transitar de una idea a una política pública.
- (4).Alliance pour l'inclusion financière (AFI). (2020). Leçons sur l'amélioration de l'inclusion financière des femmes à l'aide des services financiers numériques (SFN).
- (5).Avom D. et Bobbo A. (2014). Réglementation bancaire et exclusion financière dans la CEMAC. Les Cahiers de l'Association Tiers-Monde, 29, 127-136.
- (6).Badajena, S. N., & Gundimedan, H. (2016). Self-help group-bank linkage model and financial inclusion: analysis of Indian states. Microfinance Review, 8(1), 50-64.
- (7).Banco del Bienestar. (November 2017). Trouvé sur <https://www.gob.mx/bancodelbienestar/acciones-y-programas/patmir-28242>
- (8).Banque mondiale. (1997). L'Etat dans un monde en mutation. Rapport sur le développement dans le Monde. Washington, banque mondiale.
- (9).Baza, A. U., Rao, K. S., & Baza1, A. U. (2017). Financial inclusion in Ethiopia. International Journal of Economics and Finance, 9(4). doi:10.5539/ijef.v9n4p191
- (10). Beck, T., Demirguc-Kunt, A., & Levine, R. (2004). Finance, Inequality, and Poverty: Cross-Country Evidence. National Bureau of Economic Research Working Paper Series. DOI: 10.3386/w10979
- (11). Benyacoub, B. (2021). Étude empirique sur les freins à l'inclusion financière des femmes au Maroc. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 2(4), 323-336. <https://doi.org/10.5281/zenodo.5138384>
- (12). Burgess, R., & Pande, R. (2005). Can Rural Banks Reduce Poverty? Evidence from the Indian Social Banking Experiment. American Economic Review, 95, 780-795. <https://doi.org/10.1257/0002828054201242>
- (13). Campbell, B. (1997). La banque mondiale prône un État efficace : pour faire quoi ? Revue Québécoise de droit international, 10, 189-199.

- (14). CGAP Access to Finance Forum. (2012). Financial access 2012: getting to a more comprehensive picture. World Bank Group.
<http://documents.worldbank.org/curated/en/108011468331829177/Financial-access-2012-getting-to-a-more-comprehensive-picture>
- (15). Chandrakumarmangalam, S., & Vetrivel, S. C. (2012). Impact of Group-Based Microfinance on Rural Households in India. *IUP Journal of Management Research*, 11(2), 77-89.
- (16). Chinn, M. D., & Ito, H. (2006). What Matters for Financial Development? Capital Controls, Institutions, and Interactions. *Journal of Development Economics*, 81(1), p. 163-192.
- (17). Clamara, N., Peña, X., & Tuesta, D. (2014). Factors that Matter for Financial Inclusion: Evidence from Peru. Madrid: BBVA Research.
- (18). Coulomb, E. (2019). Inclusion financière : Un enjeu pour le secteur bancaire français. *Revue Banque*, 832, mai.
- (19). Dabla-Norris, E., Ji, Y., Townsend, R., & Unsal, D. F. (2015). Identifying Constraints to Financial Inclusion and Their Impact on GDP and Inequality: A Structural Framework for Policy. *IMF Working Papers*, 15(22). <https://doi.org/10.5089/9781498381598.001>
- (20). Damamme, D. (1987). Grawitz Madeleine, Leca Jean (éd.), *Traité de science politique*. *Revue française de sociologie*, 28(2), 338-342.
- (21). De Olloqui, F., Andrade, G., & Herrera, D. (2015). Inclusión financiera en América Latina y el Caribe: Coyuntura actual y desafíos para los próximos años.
- (22). Deininger, K., & Liu, Y. (2012). Evaluating Program Impacts on Mature Self-help Groups in India. *The World Bank Economic Review*, 27(2), 272-296.
<https://doi.org/10.1093/wber/lhs019>
- (23). Deininger, K., & Liu, Y. (2013). Economic and Social Impacts of an Innovative Self-Help Group Model in India. *World Development*, 43, 149-163.
<https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2012.10.012>
- (24). Demirgüç-Kunt, A., Beck, T., & Honohan, P. (Eds.). (2007). *Finance for All? Policies and Pitfalls in Expanding Access*. Washington, D.C., BIRD.
- (25). Demirguc-Kunt, A., Klapper, L., & Singer, D. (2013). Financial Inclusion and Legal Discrimination Against Women: Evidence from Developing Countries. Policy Research Working Paper No. 6416. World Bank.
<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/15553> License: CC BY 3.0 IGO

- (26). Demircuc-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2018). Global Index Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution. World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29510> License: CC BY 3.0 IGO
- (27). Demircuc-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2018). The Global Index Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution. Washington, DC: World Bank. doi:10.1596/978-1-4648-1259-0. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.
- (28). Desmarais-Tremblay, M. (2017). Musgrave, Samuelson, and the Crystallization of the Standard Rationale for Public Goods. *History of Political Economy*, 49, 59–92. <https://doi.org/10.1215/00182702-3777158>
- (29). DG Trésor. (2019). Le secteur bancaire indien. Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique de la France.
- (30). Easterly, W. (2006). *The white man's burden: the wacky ambition of the west to transform the rest*. New York: Penguin.
- (31). Engeli, I., & Allison, C. R. (2014). Conceptual and Methodological Challenges in Comparative Public Policy, 1-13.
- (32). Erra Kamal Sai Sadharma, & Venkatachalapathy, T. K. (2018). Does Financial Inclusion Reduce Poverty and Unemployment? Some Evidences from Indian States. *The Microfinance Review*, 10(1), 36-51.
- (33). Farrington, J., Deshingkar, P., Johnson, C., & Start, D. (Eds.). (2006). *Policy Windows and Livelihood Futures: Prospects for Poverty Reduction in Rural India*. New Delhi: Oxford University Press.
- (34). Fouillet, C., & Morvant-Roux, S. (2018). L'inclusion financière au service de l'État en Inde et au Mexique? *Revue Internationale de politiques de développement*, 10(1). <https://doi.org/10.4000/poldev.2504>
- (35). Gardeva, A., & Rhyne, E. (2011). Opportunities and obstacles to financial inclusion: survey report. Center for Financial Inclusion, Publication, 12.
- (36). Ghate, P. (2007). *Indian Microfinance: The Challenges of Rapid Growth*. https://www.researchgate.net/publication/290488864_Indian_microfinance_The_challenges_of_rapid_growth
- (37). Gloukoviezoff, G. (2004). De la bancarisation de masse à l'exclusion bancaire puis sociale. *Revue française des affaires sociales*, , 9-38. <https://doi.org/10.3917/rfas.043.0009>

- (38). Gonzalez, A. (2010). Is Microfinance Growing Too Fast? MIX Data Brief No. 5.
<http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1644948>
- (39). Gutiérrez, M., & Guerrero, M. (2013). Enbreve 44: En el camino hacia la Inclusión Financiera: Acercamientos a la Tecnología de una Población Rural Receptora de Transferencias Monetarias Condicionadas. Estudio de caso en el Perú. Proyecto Capita.
<https://repositorio.iep.org.pe/bitstream/handle/IEP/1092/En-breve-44-inclusion-financiera-estudio-caso-Peru-2013.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- (40). International Monetary Fund. (2019). Rapport annuel 2019 du FMI: Un monde connecté. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/ar/2019/eng/assets/pdf/imf-annual-report-2019-fr.pdf>
- (41). Kumar, D. S. (2009). Participation in Self-help Group Activities and Its Impacts: Evidence from South India. *Bangladesh Development Studies*, 32(3), 1-18.
- (42). Langevin, C., Le Picard Ducroux, C., & Barlet, K. (2001). Microfinance au Mexique et l'exemple du PATMIR (Programme d'assistance technique au microfinancement rural). *BIM* n° 106.
- (43). Langevin, M. (2016). L'extension financière comme champ d'action des pouvoirs publics. Le cas péruvien.
- (44). Langevin, M. (2016). La stratégie nationale d'inclusion financière péruvienne. Capacitation des clientèles vulnérables et exclusion du développement productif. *Revue Tiers Monde*, 225(1), 101-123.
- (45). Langevin, M. (n.d.). La mise en pratique de l'extension financière à la périphérie. Agencements péruviens. Thèse présentée à la Faculté des études supérieures et postdoctorales dans le cadre du programme de doctorat en études politiques en vue de l'obtention du grade de Philosophiae Doctor (Ph. D.) en science politique.
- (46). Lemieux, V. (2002). L'étude des politiques publiques. Québec, Presses de l'Université Laval.
- (47). M S, Elayaraja. (2021). Role of Self-Help Group-Bank Linkage Programme (SHG-BLP) in Financial Inclusion: Evidence from Major States. *Journal of Contemporary Issues in Business and Government*, 12, 1-19.
- (48). Mahajan, V. (2005). From Micro Credit to Livelihood Finance. *Economic and Political Weekly*, 40(41), 4416-4419.
- (49). MIX Microfinance World. (2011). Microfinance Market Report for Latin America and the Caribbean 2010.

- <https://www.findevgateway.org/sites/default/files/publications/files/mfg-en-paper-microfinance-market-report-for-latin-america-and-the-caribbean-2010-jan-2011.pdf>
- (50). Morvant-Roux, S., Guérin, I., Roesch, M., & Servet, J. (2010). Politiques d'inclusion financière, microfinance et financement de l'agriculture: Les cas de l'Inde et du Mexique. *Mondes en développement*, 151, 9-24. <https://doi.org/10.3917/med.151.0009>
- (51). Moya, C. A. (2017). Diseño e implementación de estrategias de inclusión financiera: Una visión desde el caso Colombiano [Design and implementation of financial inclusion strategies: A vision from the Colombian case]. Présentation au séminaire international 'Dilemas actuales en torno a las Inclusiones Financieras', 15-16 mai, Guadalajara: Ciesas-Occident.
- (52). Nagels, N. (2014). Programmes de transferts conditionnés au Pérou et en Bolivie : entre ciblage et universalisation de l'assistance sociale. *Revue internationale de politique comparée*, 21(1), 111-132.
- (53). NU. CEPAL. Subse de México. (2007). Notas sobre el financiamiento rural y la política crediticia agropecuaria.
- (54). Nyeck, C. (2014). In Dictionnaire d'administration publique (pp. 384-385).
- (55). Paola A. Pedroza. (2012). Microfinanzas en América Latina y el Caribe: El sector en cifras. <https://www.findevgateway.org/sites/default/files/publications/files/mfg-es-documento-microfinanzas-en-america-latina-y-el-caribe-el-sector-en-cifras-12-2012.pdf>
- (56). Paquin, S. (2010). L'analyse des politiques publiques. Presses de l'Université de Montréal, 7-8.
- (57). Paquin, S., Bernier, L., & Lachapelle, G. (2010). L'ANALYSE DES POLITIQUES PUBLIQUES. Presses de l'Université du Québec.
- (58). Rao, K. Sambasiva, Baza, Anduaem Ufo (2017). Barriers to access to and usage of financial services in Ethiopia. *Business and Economic Research: BER*, 7(1), 139-148.
- (59). Reddy, A. A. (2006). Productivity Growth in Regional Rural Banks. *Economic and Political Weekly*, 41(11), 1079–1086. <http://www.jstor.org/stable/4417973>
- (60). Reddy, R. A. (Ed.). (2004). *Rural Banking and Overdues Management*. New Delhi: Mittal.
- (61). Reserve Bank of India. (1954). All-India Rural Credit Survey: Report.
- (62). Reserve Bank of India. (2006). Basic Statistical Returns of Scheduled Commercial Banks in India. Mumbai: Reserve Bank of India.

- (63). rivelli, C., Montenegro, J., & Gutiérrez, M. C. (2011). Un año ahorrando: Primeros resultados del programa piloto "Promoción del ahorro en familias Juntos" [One year of saving: First results of the pilot program "Promotion of savings in Juntos families"]. Documento de trabajo, (159), Serie Economía, (51). Lima: Instituto de Estudios Peruanos (IEP).
- (64). Roesch, M., & Héliès, O. (2007). La microfinance, outil de gestion du risque ou de mise en danger par sur-endettement: Le cas de l'Inde du Sud. *Autrepart*, 44, 119-140. <https://doi.org/10.3917/autr.044.0119>
- (65). Rojas-Suarez, L. (2007). The provision of banking services in Latin America: obstacles and recommendations. Center for Global Development Working Paper No. 124. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1003243>.
- (66). Sarma, M., & Pais, J. (2008). Financial Inclusion and Development: A Cross Country Analysis. Indian Council for Research on International Economic Relations.
- (67). Sekhon, S., & Grant, M. (2021). Patterns of loan use for women's self-help groups in rural Rajasthan. *World Development Perspectives*, 24, 100365. <https://doi.org/10.1016/j.wdp.2021.100365>
- (68). Shah, M., Rao, R., & Shankar, V. (2007). Rural Credit in 20th Century India. Art. cit.
- (69). Shah, M., Rao, R., & Shankar, V. (2007). Rural Credit in 20th Century India: Overview of History and Perspectives. *Economic and Weekly*, 42(15).
- (70). Singh, S., & Kumar, P. (2016). Development and Disparity of Self Help Group-Bank Linkage Programme in India - An Analytical Study. *Asian Journal of Research in Banking and Finance*, 6(10), 1-9. <https://doi.org/10.5958/2249-7323.2016.00043.2>
- (71). Sodokin, K. (2022). Inclusion financière et stabilité bancaire en Afrique subsaharienne : une réflexion à partir de la théorie des biens publics. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 3(6), juin 2022.
- (72). Subbarao, D. (2008). Mid-Term Review of Annual Policy 2008-2009. Reserve Bank of India.
- (73). Superintendencia de Banca, Seguros y AFP del Perú (SBS). (2017). Encuesta Nacional de Demanda de Servicios Financieros y Cultura Financiera en el Perú [National Survey of Demand for Financial Services and Financial Culture in Peru]. Lima: SBS.
- (74). Swain, R. B., & Floro, M. (2012). Assessing the Effect of Microfinance on Vulnerability and Poverty among Low Income Households. *The Journal of Development Studies*, 48(5), 605-618. <https://doi.org/10.1080/00220388.2011.615917>

- (75). Swain, R. B., & Varghese, A. (2009). Does Self Help Group Participation Lead to Asset Creation? *World Development*, 37(10), 1674-1682. doi:10.1016/j.worlddev.2008.12.012
- (76). Terpstra, M., & Verbeeten, F. H. (2014). Customer satisfaction: Cost driver or value driver? Empirical evidence from the financial services industry. *European Management Journal*, 32(3), 499-508.
- (77). Thoenig, J.-C. (2004). Politique Publique. In L. Boussaguet et al. (Eds.), *Dictionnaire des politiques publiques* (pp. 326-333). Paris, Presse de la fondation nationale des sciences politiques.
- (78). Thoenig, J.-C. (2019). Politique publique. L. Boussaguet (Ed.), *Dictionnaire des politiques publiques* (5th ed., pp. 462-468). Presses de Sciences Po.
- (79). Turgeon, J., & Savard, J.-F. (2012). Politique publique. L. Côté & J.-F. Savard (Eds.), *Le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique*. Retrieved from www.dictionnaire.enap.ca
- (80). Ulwodi, D., & Muriu, P. (2017). Barriers of Financial Inclusion in Sub-Saharan Africa. *Journal of Economics and Sustainable Development*, 8(14).
- (81). WéLé, P., & LABIE, M. (2016). Efficacité des programmes publics en microfinance et inclusion financière. L'exemple du Bénin. *Revue Tiers Monde*, 225, 77-99. doi: 10.3917/rtm.225.0077
- (82). World Bank. (2018). BRIEF UFA 2020 Overview: Universal Financial Access by 2020.
- (83). Yancari, J. (2009). Diagnostic pays : Pérou. Institut d'études péruviennes. Trouvé sur http://proyectocapital.org/index.php?fp_verpub=true&idpub=115
- (84). Yin, X. X. (2019). The sustainable development of financial inclusion: how can monetary policy and economic fundamental interact with it effectively? *Sustainability*, 11(9), 2524.
- (85). Zulkhibri, M., & Ghazal, R. (2016). Financial inclusion, Governance and institutions: evidence from developing economies. IRTI Working Paper, 2016-03.